

à la une

MONDIALISATION LE BASCULEMENT



La pandémie et les sanctions contre la Russie après l'invasion en Ukraine ont bouleversé le commerce mondial. Depuis deux ans, les ruptures dans les chaînes d'approvisionnement et les pénuries se multiplient, qui alimentent l'inflation. C'est tout le modèle de libre-échange planétaire qu'il va falloir repenser. Relocalisations, nouvelles normes et règles, rôle des États, ralentissement de la consommation : comment sortir de la logique de blocs qui se dessine dans l'économie ? Les analyses de la presse étrangère.

Au revoir la Chine, bonjour l'Europe !

Des entreprises européennes dont l'activité a été bouleversée par la crise sanitaire et la guerre en Ukraine envisagent de rapatrier leurs usines sur le continent, pour réduire leur dépendance au grand atelier chinois, analyse ce journal conservateur espagnol.

—El Mundo (extraits) Madrid

La pandémie, la crise de la chaîne d'approvisionnement liée à la paralysie du commerce maritime à Noël dernier et, aujourd'hui, la guerre en Ukraine : autant d'éléments qui ont accéléré le changement du modèle de production que l'Europe avait construit ces dernières décennies. La Chine, grand atelier du monde, n'est plus aussi bon marché et compétitive qu'autrefois, et des entreprises de tous les secteurs déplacent leur production vers des pays plus proches afin de réduire leur dépendance au géant asiatique.

"Ces derniers mois, il s'est produit une série d'événements qui nous ont amenés à reformuler beaucoup de choses, explique Ramón Gascón, expert de l'EAE Business School [dont les campus sont à Madrid et à Barcelone], qui a vécu plus de vingt ans en Asie. Ce modèle de main-d'œuvre bon marché que nous avons privilégié ces vingt-cinq dernières années est en bout de course. Il ne s'agit pas seulement de relocaliser, mais de changer de modèle."

La Chine est le plus grand exportateur de la planète. Pas moins de 90 % des biens que nous consommons y sont fabriqués, et dans certains cas ils sont essentiels, comme on l'a vu avec la crise des semi-conducteurs qui a affecté de nombreux secteurs, notamment celui de l'automobile. "La pandémie a été un choc, car elle a entraîné des fermetures d'usines, poursuit Ramón Gascón. Les entreprises se sont rendu compte de leur vulnérabilité. Mais il n'y a pas que le Covid. Avant, il y a eu la guerre commerciale. La dépendance à un seul marché a provoqué des goulets d'étranglement dans tous les secteurs."

La diversification accrue, la baisse des stocks et le fait que la Chine ait perdu son avantage concurrentiel accélèrent cette relocalisation. Aujourd'hui, l'Ukraine est attaquée par son grand voisin et Pékin est allié à la Russie, ce qui oblige les entreprises à réagir, "car il est désormais prouvé que la dépendance à un seul marché peut être dangereuse", explique un chef d'entreprise espagnol ayant une grande expérience des affaires en Asie.

De plus en plus de sociétés, à l'instar de Mango, Inditex [qui possède Zara], Nike ou Adidas rapatrient leur production. "Le modèle qui consistait à rechercher toujours les coûts les plus bas n'est plus d'actualité, poursuit l'entrepreneur. Le problème n'est pas tant la Russie, c'est que la Chine est devenue

un marché cher, la main-d'œuvre n'y est plus si bon marché et sa politique "zéro Covid" n'aide pas, car si des usines ferment on peut perdre en une semaine plus que ce qu'on a économisé en faisant fabriquer là-bas." Peu à peu, on déplace la production vers des pays comme la Turquie, le Portugal, le Maroc ou l'Espagne, pour servir les marchés locaux.

Les risques de cette dépendance sont devenus évidents en novembre et en décembre, quand les ports chinois ont été paralysés. Il n'y avait pas assez de bateaux ni de conteneurs pour transporter les marchandises. Le prix du fret est monté en flèche, comme celui des matières premières (bois, aluminium, verre...). La demande était supérieure à l'offre, d'où des retards de livraison, des goulets d'étranglement et des défauts d'approvisionnement.

"LA CHINE EST DEVENUE UN MARCHÉ CHER ET SA POLITIQUE 'ZÉRO COVID' N'AIDE PAS."

Ramón Gascón, EXPERT ET PROFESSEUR À L'EAE BUSINESS SCHOOL

"Ce problème n'a pas été résolu, explique Jaume Hugas, professeur à l'Esade [une école de commerce située à Barcelone]. Les entreprises veulent avoir davantage de fournisseurs, et plus proches, non seulement pour éviter les ruptures de la chaîne d'approvisionnement, mais aussi parce qu'elles "gèrent la fabrication en flux tendus, elles n'ont plus de stocks, ce qui les oblige à rapprocher la production de nos pays et contraint les fournisseurs à être situés à proximité des usines".

La mondialisation ne va pas disparaître, elle va être plus régionalisée, à en croire les spécialistes. Nous allons vers un système hybride, où la valeur ajoutée sera produite plus près du consommateur, même si la Chine restera notre principale usine.

Le textile est un bon exemple. C'est le secteur qui a le plus accéléré ce processus, du fait des changements survenus dans l'industrie de la mode et dans les habitudes de consommation. Les marques n'ont plus besoin de produire un millier de tee-shirts : elles proposent des collections capsules, qui restent en boutique deux semaines ou un mois avant d'être renouvelées. Ce qu'il faut pour cela, c'est de la souplesse et de la réactivité, ce qui est rendu possible par la proximité. → 30

Lexique

Les mots de la démondialisation

DÉLOCALISATION

(en anglais *offshoring*). Mouvement apparu dès le début de la mondialisation, quand les entreprises ont commencé à transférer les emplois manufacturiers des pays développés vers les économies émergentes, pour profiter des avantages compétitifs en main-d'œuvre ou en coûts de production.

RELOCALISATION

(*reshoring*). Les pays les plus touchés par les délocalisations ont "appelé à un retour des emplois à la maison", explique Le Devoir, qui n'a pas encore trouvé de traduction française pour "nearshoring", un "retour aussi près que possible" de la production.

AMILOCALISATION

(*friendshoring*) et sa variation (non traduite) *ally-shoring*. Souhaitée par Janet Yellen, la secrétaire américaine au Trésor, à la mi-avril, en même temps que l'exclusion de la Russie du G20. Il s'agit de "ramener les chaînes d'approvisionnement vers des pays partenaires (amis ou alliés) moins fiables, plus stables et aux valeurs plus proches", explique le quotidien québécois. Janet Yellen a déclaré : "À l'avenir, il sera de plus en plus difficile de séparer les questions économiques des considérations plus larges d'intérêt national, y compris la sécurité nationale."

SLOWBALISATION

Mot-valise emprunté par The Economist en 2019 au penseur néerlandais Adjiedj Bakas pour décrire le mouvement enclenché depuis la crise financière de 2008-2009 d'un ralentissement des échanges commerciaux et des flux de capitaux par rapport au PIB mondial. Cette "ère de la morosité" a pris la place de "l'âge d'or de la mondialisation, entre 1990 et 2010", marqué par un commerce florissant, "grâce à la baisse du coût du transport des marchandises par bateau et par avion, aux baisses des coûts des communications, des droits de douane et à la libéralisation du système financier".

← Dessin de Patrick George, Royaume-Uni.



EL MUNDO
Madrid, Espagne
Quotidien, 266290 ex.
elmundo.es

"Le Monde", fondé en 1989, a toujours revendiqué le modèle du journalisme d'investigation à l'américaine, bien qu'il ait parfois tendance à privilégier le sensationnalisme au détriment du sérieux des informations. Sa ligne éditoriale penche du côté conservateur.

29 ← Toutes les enseignes de prêt-à-porter – Inditex [espagnole], Mango [espagnole], H&M [suédoise] – rapatrient leur production vers le continent européen, surtout en Turquie, en Espagne et au Portugal, ou encore au Maroc, même si la Chine conserve un poids énorme. “Ce qu’on sacrifie sur la production à moindre coût, on le gagne en agilité et en flexibilité”, explique-t-on chez Mango, la seule entreprise à avoir publié une liste complète de ses ateliers de confection, au nombre de 1 000, dont 400 situés dans des zones “de proximité”. La Chine reste en tête, avec 263 ateliers, même si “depuis l’année dernière, ce mouvement de rapprochement s’accélère”.

LE PROCESSUS EST IRRÉVERSIBLE. DES ENTREPRISES PROCÈDENT DÉJÀ À UNE ANALYSE COMPLÈTE DES RISQUES. MAIS CHANGER DE MODÈLE PRENDRA DU TEMPS.

Inditex fabrique la mode au plus près des marchés, et produit “en Asie les articles à moindre valeur ajoutée, les ‘commodities’ (tee-shirts, etc.)”, précise Jaume Hugas. H&M fabrique déjà en Éthiopie, et le Brésil et le Mexique aspirent à devenir de nouveaux centres de production. Il y a aussi le Vietnam, la Thaïlande ou la Birmanie, et d’autres membres de l’Association des nations d’Asie du Sud-Est (Asean). Selon Ramón Gascón, ces pays sont très prometteurs, mais le problème est l’“instabilité politique”. En Europe, la Turquie “est un marché très dynamique et, même si elle ne fait pas partie de l’Union européenne, nous avons un bon accord commercial”.

“Les entreprises ont parfaitement analysé la situation, mais il ne sera pas facile de passer d’un modèle à l’autre”, commente-t-il. Pour Jaume Hugas, ce changement “prendra beaucoup de temps, les entreprises ont des accords avec des fournisseurs et des usines, et on n’y met pas fin du jour au lendemain”.

Certains secteurs auront du mal à se passer de la Chine. Les cadres et les fourches de vélo, par exemple, “sont fabriqués par trois ou quatre entreprises en Asie, et l’assemblage est fait en Europe [au Portugal]”, note Ramón Gascón. La crise des semi-conducteurs, survenue l’année dernière, est un autre exemple de la difficulté à changer de modèle.

L’Asie continue à être très importante, “parce que des familles entières de produits y sont fabriquées et qu’il est compliqué de les trouver ailleurs”, explique-t-on chez Mango.

Le processus est irréversible. Les entreprises les plus à la pointe procèdent déjà à une analyse exhaustive des risques et “passent en revue leur cascade de fournisseurs, parce que le fournisseur de votre fournisseur de proximité peut être situé en Chine, et on se retrouve avec le même problème”, fait valoir Jaume Hugas. “Nous assistons à une réorganisation géopolitique, avec un rééquilibrage des pouvoirs, et l’Europe joue là un rôle très important. Mais on ne détruit pas en un an le modèle qu’on a mis vingt ans à construire”, insiste Ramón Gascón.

—Raquel Villacéja et Dina Sánchez

Publié le 3 avril



LA FIN DU LIBRE-ÉCHANGE

Le conflit en Ukraine a tué l’espoir d’un commerce mondial équilibré et apaisé, né après la chute de l’URSS. Les sanctions contre la Russie marquent une nouvelle ère de blocs antagonistes et d’accords commerciaux entre pays amis.

—The Wall Street Journal New York

L’effort entrepris par les États-Unis pour exclure la Russie du commerce international marque une nouvelle fracture dans la vision du libre-échange tel qu’il guide la politique américaine depuis près de trente ans, augurant d’un avenir où les États et les entreprises ne commerceront plus avec n’importe qui, ami ou ennemi, et privilégieront les partenaires de même sensibilité.

Les décisions de Washington et de ses alliés européens depuis que la Russie a envahi l’Ukraine ont été rapides et drastiques, notamment l’interdiction ou la diminution des achats de pétrole, de gaz et de charbon pour faire pression sur le président russe, Vladimir Poutine.

Les Occidentaux ont aussi pris des mesures pour exclure les banques russes des réseaux financiers internationaux, tandis qu’au Congrès américain, une coalition bipartite a présenté une proposition de loi appelant Washington à faire pression pour suspendre la Russie de l’Organisation mondiale du commerce (OMC)

[Le 11 mars, les pays alliés contre la Russie ont décidé son exclusion du régime normal de réciprocité régissant le commerce mondial].

“Le commerce international tel que nous le connaissons, axé sur l’OMC et un ensemble de règles de base régissant tous les échanges, est en train de s’effondrer”, résume Jennifer Hillman, avocate spécialisée en droit du commerce qui enseigne à l’université Georgetown [à Washington].

Guerre commerciale de Trump. Le concept de mondialisation – où les nations commercent entre elles sans entraves ou presque, chacune se spécialisant dans les biens et services qu’elle maîtrise le mieux – est malmené depuis des années déjà, sous l’effet des rivalités économiques, des fermetures d’usines dans les pays riches; mais aussi de ces voix qui s’élèvent pour estimer que l’ouverture des frontières commerciales n’est pas dans l’intérêt national, en particulier en situation de crise.

Donald Trump durant sa présidence a accentué cette tendance en déclenchant, en 2018, une guerre commerciale avec la Chine. La pandémie

↑ Dessin de Tjeerd
Royaards, Pays-Bas.

de Covid-19 a encore poussé en ce sens en mettant à nu la dépendance américaine aux importations, notamment celles d'équipements de protection et de puces électroniques.

L'avenir du commerce mondial pourrait se jouer, selon Jennifer Hillman, dans la multiplication d'accords régionaux dont les signataires partageraient davantage d'intérêts communs, à l'image du pacte entre les États-Unis, le Canada et le Mexique, signé en 2020.

Pour ses partisans, pourtant, la mondialisation a largement répandu ses bienfaits, ouvrant de nouveaux marchés aux entreprises et rendant une variété de biens de consommation plus accessibles aux consommateurs. Relocaliser la production ne ferait qu'ajouter à l'inflation, déjà préoccupante.

Mondialisation, paix plombée. Pour Bill Reinsch, du Center for Strategic and International Studies, un groupe de réflexion de Washington consacré aux enjeux de sécurité aux États-Unis, les technologies du transport et des communications sont telles que les entreprises ont encore tout intérêt à la mondialisation, pour proposer les produits les plus compétitifs. Les initiatives pour isoler la Russie sont *“très satisfaisantes à court terme, car ce que font les Russes aujourd'hui est très grave, mais personne ne veut trop réfléchir aux conséquences à long terme d'un affaiblissement des institutions internationales”*, dit-il.

Quelles que soient les vertus de la mondialisation, le monde s'en détourne depuis une bonne décennie. Son apogée a eu lieu en 2008, si on la mesure à l'aune des exportations dans le produit intérieur brut mondial : leur part a culminé cette année-là à 31 %, pour passer à 26 % en 2020. Les droits de douane, autre frein au commerce international, ont été relevés par de nombreux pays, dont les États-Unis. Depuis 2010, la valeur des échanges mondiaux soumis à des droits de douane et autres barrières est passée de 126 milliards de dollars à 1500 milliards de dollars, selon l'OMC.

L'OMC a vu le jour, en 1995, dans un élan d'optimisme d'après-guerre froide, où l'on imaginait un monde fédéré par les idéaux de libre-échange et par les avancées de la démocratie mondiale : ses membres s'engagent alors à appliquer à tous les autres les mêmes règles, sans discrimination.

“En 1995, nous avions cette vision des choses très ‘village mondial’, rappelle Douglas Irwin, professeur d'économie à [l'université] Dartmouth College. Il n'y a pas plusieurs systèmes, il y a un seul ensemble de règles au sein de l'OMC, les chaînes de valeur sont mondiales, les chaînes d'approvisionnement sont mondiales et tout est intégré.”

Mais l'usure du système est de plus en plus visible, et cela ne date pas d'hier, assure-t-il. Lancées en 2001 pour baisser les barrières douanières sur les produits agricoles et venir en aide aux populations pauvres, les négociations du cycle de Doha se sont soldées par un échec [en 2006].

Puis, après la crise financière de 2008, la guerre commerciale Chine/États-Unis et la pandémie ont incité de nombreuses entreprises

et de nombreux États à réexaminer les conséquences pour l'économie nationale de leurs dépendances commerciales.

À Lyons, dans l'Illinois, Atlas Tool Works, un fabricant d'engrenages, transmissions et autres composants mécaniques, a vu son volume d'activité s'envoler subitement quand les États-Unis se sont mis à taxer les importations chinoises. *“La Russie comme la Chine sapent activement la sécurité économique américaine”*, analyse Zach Mottl, dont la famille détient l'entreprise depuis 1918. L'invasion de l'Ukraine vient montrer que *“la mondialisation n'est pas facteur de paix”*, estime-t-il. Et que les États-Unis doivent s'empresse de découpler leur économie de celle de la Russie et poursuivre leur prise de distance avec la Chine.

L'initiative des parlementaires visant à exclure la Russie de l'OMC va dans ce sens, même si un vote au Congrès américain n'a aucune force contraignante. Jamais dans son histoire l'OMC n'a vu naître une volonté sérieuse de mettre dehors l'un de ses 164 membres. Les statuts de l'organisation n'ont pas même formalisé de procédure d'expulsion.

Apple, Ford et Dell ont coupé les ponts ou suspendu leurs activités en Russie, d'autres, comme les géants pétroliers BP, Shell et Exxon Mobil, retirent leurs investissements ou ferment leurs sites de production. *“Les entreprises américaines ont réagi avec force et affichent leur soutien à une réaction rapide et ferme à la crise”*, se félicite Myron Brilliant, vice-président exécutif et responsable des affaires internationales à la chambre du commerce américaine.

LA RUSSIE EST UNE ÉCONOMIE ISOLÉE MAIS PÉKIN PRATIQUE UN INTERVENTIONNISME AGRESSIF. LES TENSIONS SINO-AMÉRICAINES NE PEUVENT QU'ENFLER.

Jamais non plus aucun signataire du Gatt, le prédécesseur de l'OMC, n'en avait été exclu – l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce avait été fondé au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, avec pour objectif d'empêcher les conflits commerciaux et les guerres entre grandes puissances.

L'accession de la Russie à l'OMC en 2012 est venue parachever à certains égards des décennies d'efforts pour mettre à bas le système de blocs qui caractérisait l'économie mondiale, depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale jusqu'à l'effondrement de l'Union soviétique. Pendant toute une génération, les économistes ont classé l'économie entre “premier monde” (les pays riches et développés, soit les États-Unis, l'Europe, le Japon et leurs alliés) et “second monde”, le bloc soviétique et ses alliés communistes en Europe de l'Est et en Chine. Le “tiers-monde”, qui renvoyait d'abord aux pays non alignés, en viendra plus tard à désigner de façon péjorative les pays pauvres.



DANS NOS ARCHIVES

courrierinternational.com

Depuis plus de vingt ans, *Courrier international* a plusieurs fois consacré sa une à la mondialisation, sa contestation et ses travers. Ainsi, dès 1999, avec le sommet de l'OMC, à Seattle, qui devient, pendant quatre jours, un “Woodstock de l'antimondialisation”.



473. 23 novembre 1999.



561. 1^{er} août 2001.



779. 4 octobre 2005.



1332. 11 mai 2016.

Après la chute de l'Union soviétique, en 1991, ses anciens satellites se sont empressés de rejoindre l'OMC : l'Estonie, la Lettonie et le Kirghizistan en 1999, la Géorgie en 2000, la Lituanie et la Moldavie en 2001, l'Arménie en 2003. Les trois États baltes entraient aussi, en 2004, dans l'Union européenne.

La Russie elle-même n'a pas résisté longtemps, et en 2006 George W. Bush et Vladimir Poutine se rencontraient à Hanoï, au Vietnam (un pays communiste qui allait rejoindre l'OMC l'année suivante), pour signer l'accord bilatéral ouvrant la voie à l'accession de Moscou à l'organisation commerciale.

“C'est un bon accord pour les États-Unis et un accord tout aussi important pour la Russie”, avait alors déclaré le président Bush. *“Et c'est un bon accord pour tous les acteurs du commerce mondial.”*

Si les relations avec la Russie aujourd'hui se gâtent, Derek Scissors, chercheur à l'American Enterprise Institute, un groupe de réflexion conservateur, estime que faire entrer la Chine à l'OMC [fin 2001] a été une bien plus grave erreur : la Russie est une économie relativement petite et isolée – un dixième de celle de la Chine –, et Pékin pratique un interventionnisme aux antipodes du système américain. Si bien que les tensions entre les États-Unis et la Chine sont vouées à s'exacerber, prédit le chercheur.

Restrictions d'informations. Aujourd'hui, le monde pourrait revenir à une séparation plus nette entre blocs commerciaux. Les États-Unis vont certes cesser leurs achats de pétrole russe, mais d'autres continueront. La guerre commerciale entre Washington et Pékin n'a pas détourné la Chine de son programme “Made in China 2025” [lancé en 2015], avec notamment la mise au point de hautes technologies capables de rivaliser avec l'Occident.

Si les législateurs américains planchent encore sur les détails, certaines mesures recueillent déjà un large soutien, tous partis confondus. C'est le cas du plan d'investissement de 52 milliards de dollars destiné à relancer la production nationale de semi-conducteurs – un type de politique industrielle qui, il y a dix ans, aurait été inimaginable.

Cependant, la fracture est telle qu'elle a peu de chances d'être comblée. Sous l'effet d'un phénomène qui a déjà le nom de “Splinternet” [mot-valise avec l'anglais “to split”, “se scinder”, et Internet], Internet lui-même se fragmente, la Russie imitant la Chine dans sa volonté de couper les ponts numériques avec l'Occident pour restreindre l'accès à l'information.

Le temps de la belle entente commerciale et du libre-échange sans cesse plus libre, y compris avec des adversaires, apparaît de plus en plus comme une aberration.

“Ce fut une période exceptionnelle, naïve, et à peine y avons-nous goûté que déjà nous n'en voulions plus, résume Derek Scissors. En ce temps-là, à partir de 1993, nous avons cru pouvoir avoir un système commercial mondial. De mon point de vue, ce n'était rien de plus qu'une toquade.”

—Josh Zumbrun
Publié le 10 mars

Le repli sur soi n'est pas la solution

Les démocraties doivent-elles entretenir des relations économiques normales avec les régimes autocratiques ? La question embarrasse ce magazine, foncièrement libéral.

—The Economist (extraits) Londres

C'est la troisième fois en dix ans que la mondialisation est ébranlée, cette fois-ci par l'invasion de l'Ukraine. Il y a d'abord eu les guerres commerciales de Donald Trump, pendant son mandat à la Maison-Blanche. Puis une pandémie qui a quasiment interrompu la circulation transfrontalière des capitaux, des biens et des personnes. Et, aujourd'hui, un conflit armé dans le grenier à blé de l'Europe, le siège des ports de la mer Noire, et les sanctions contre la Russie qui provoquent un choc de l'offre dont l'onde se propage dans toute l'économie mondiale.

Le cours du blé a grimpé de 40 %, les Européens risquent la pénurie de gaz en fin d'année et le nickel, utilisé dans les batteries dont celles des voitures électriques, traverse également une crise. Partout dans le monde, nombre d'entreprises et de consommateurs subissent des chaînes d'approvisionnement qui se révèlent – une fois de plus – trop fragiles.

Au-delà de ce chaos, le bellicisme de Vladimir Poutine soulève aussi, sur la mondialisation, une question embarrassante pour les tenants

du libre-échange tels que *The Economist* : est-il prudent pour les sociétés ouvertes d'entretenir des relations économiques normales avec les sociétés autocratiques – comme la Russie et la Chine – qui ne respectent pas les droits humains, menacent la sécurité et deviennent plus dangereuses à mesure qu'elles s'enrichissent ?

En théorie, les démocraties doivent optimiser les échanges commerciaux sans compromettre la sécurité nationale. En pratique, c'est plus délicat. La guerre menée par la Russie montre qu'une réorganisation ultraprécise des chaînes logistiques est nécessaire pour empêcher les autocraties d'intimider les pays libéraux.

Dépendance et sécurité. Pour l'essentiel des dernières décennies, les règles du commerce avec l'ennemi étaient claires. Pendant la guerre froide, l'Occident et le bloc soviétique s'achetaient et se vendaient de l'énergie et des céréales, mais leurs liens restaient limités. Après la chute du mur de Berlin, tout le monde a supposé que le libre-échange et la liberté conquerraient ensemble le monde, en se renforçant mutuellement.

Pendant un temps, c'est effectivement ce qui s'est passé. Dans les années 1990, le nombre de

pays démocratiques a augmenté, parallèlement à la chute des tarifs douaniers et à la hausse du trafic maritime. Les Russes ont découvert le Big Mac et les élections en l'espace de dix-huit mois. En 2000, Bill Clinton a souhaité à la Chine la bienvenue dans l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et déclaré que cette adhésion aurait dans ce pays "un profond impact sur les droits humains et la liberté politique".

Mais depuis la fin des années 2000, la liberté a reculé, et moins de la moitié de la population mondiale vit aujourd'hui en démocratie. Les autocraties représentent 31 % du PIB mondial, 14 % sans la Chine. Contrairement à l'URSS, ces autocraties sont étroitement liées, sur le plan économique, aux sociétés libérales. Un tiers des marchandises importées par les démocraties vient de ces régimes autoritaires, et un tiers

AUJOURD'HUI, MOINS DE LA MOITIÉ DE LA POPULATION MONDIALE VIT EN DÉMOCRATIE, ET LES AUTOCRATIES CONCENTRENT 31 % DU PIB MONDIAL.

des investissements multinationaux dans les autocraties vient des démocraties. Les sociétés ouvertes commercent à hauteur de 15 milliards de dollars par jour avec les sociétés fermées, achetant des ordinateurs assemblés en Chine, du pétrole saoudien, en vendant des [articles de luxe] Bulgari et des Boeing.

L'invasion russe a révélé à l'Occident les périls du commerce avec des adversaires. Il y a d'abord la question morale. Tous ces contrats portant sur le pétrole de l'Oural et le blé de la mer Noire ont financé la politique de répression de Poutine et l'augmentation de ses dépenses militaires.

Puis il y a la question de la sécurité, dans la mesure où l'Europe est accro au gaz russe et où de nombreux secteurs dépendent, par exemple, des engrais et des métaux. Cette dépendance risque de renforcer les autocraties, d'affaiblir la détermination des démocraties et de les exposer aux représailles en temps de guerre. Aucun pays n'incarne mieux ce pacte avec le diable que l'Allemagne.

Cette tension entre la logique du libre-échange et le soutien au libéralisme politique élargira les fractures. Depuis des années déjà, le monde vit ce que *The Economist* a naguère appelé la "slowbalisation", un ralentissement des flux commerciaux et financiers par rapport au PIB.

Des régimes totalitaires chercheront peut-être à se dissocier davantage de l'Occident. La Chine voit l'effondrement de la forteresse économique russe, face aux sanctions occidentales, comme une expérience ratée dont il faut tirer les leçons avant d'envisager de faire la guerre à Taïwan. L'Arabie Saoudite se rapproche de la Chine. Les autocraties n'ont pas assez de points communs pour former un bloc économique soudé, mais elles veulent toutes s'affranchir de l'influence occidentale, aussi bien pour les nouvelles technologies que pour les réserves monétaires.

SOURCE

THE ECONOMIST

Londres, Royaume-Uni
Hebdomadaire
1583 955 ex.
economist.com

Fondé en 1843 par un chapelier écossais, *The Economist* est la bible de tous ceux qui s'intéressent à l'actualité internationale. Ouvertement libérale, cette institution de la presse britannique défend généralement le libre-échange, la mondialisation, l'immigration et le libéralisme culturel.



En Occident, la tentation est de privilégier les échanges avec les seuls alliés militaires, voire de défendre l'autosuffisance. Ce serait une erreur. Et ce serait extrêmement coûteux. Des investissements à hauteur d'environ 3 000 milliards de dollars passeraient par pertes et profits, remplacés par une production moins rentable qui renforcerait l'inflation et dégraderait le niveau de vie.

Option diversification. Ce serait également discutable sur le plan moral : la mondialisation a permis à plus d'un milliard de personnes de sortir de la pauvreté, et les liens en matière de commerce et d'information avec les classes moyennes dans les pays autocratiques jouent en faveur du libéralisme. L'autosuffisance ne renforcerait même pas la sécurité des démocraties. Les chaînes logistiques sont consolidées par la diversification, et non par la concentration.

Comment, alors, reconfigurer la mondialisation ? En temps de guerre, la rupture des relations économiques a du sens. En temps de paix, l'objectif doit être de ne limiter les exportations vers les régimes illibéraux que pour les technologies les plus sensibles. Quand les autocraties sont en mesure d'intimider, comme la Russie avec le gaz, le but ne doit pas être l'autosuffisance, mais plutôt d'obtenir des entreprises qu'elles diversifient leurs fournisseurs, ce qui poussera à investir dans de nouvelles sources d'approvisionnement, que ce soit l'énergie ou l'électronique.

Vladimir Poutine a donné une leçon cinglante aux démocraties : dans ces domaines, elles doivent changer de posture. La guerre est une tragédie mais aussi un moment de clarification. La vision des années 1990 selon laquelle le libre-échange et la liberté iraient de pair s'est fracassée. Les gouvernements libéraux doivent trouver une nouvelle voie, qui associe ouverture et sécurité et empêche que le rêve de la mondialisation tourne au vinaigre. —

Publié le 19 mars

Le supplice chinois de l'Allemagne

●●● Les entreprises allemandes sont “*dangereusement dépendantes*” de la Chine, relève la *Süddeutsche Zeitung*. Les constructeurs automobiles comme Volkswagen, Daimler et BMW “*réalisent 30 %, 40 % et plus de leur chiffre d'affaires en Chine*”. Des chefs d'entreprise comme Rupert Stadler, l'ancien patron d'Audi, en ont “*toujours parlé comme de leur 'deuxième marché national'*”. Mais “*la guerre contre l'Ukraine a jeté un froid dans les conseils d'administration*”. Les problèmes du moment ne sont que le “*prélude d'un drame bien plus grave*”. Le conflit en Ukraine “*montre à quel point les choses peuvent aller vite*”, depuis la rupture des chaînes d'approvisionnement jusqu'aux échanges commerciaux interrompus, aux usines fermées et à une stratégie énergétique “*pulvérisée*”. Même si les entreprises “*ont du mal à l'admettre*”, la Chine pourrait ne plus “*penser des milliards dans les comptes des grands groupes allemands dans les années à venir*”. Car l'Allemagne “*ne peut et ne doit pas*” dépendre d'un seul pays pour “*un tiers de sa production*”. Ses élites économiques doivent au plus vite sortir du dilemme entre “*politique et affaires*”.

✎ **Dessin d'AJubel**
paru dans *El Mundo*,
Madrid.

LES ÉTATS DOIVENT REPRENDRE LE CONTRÔLE DE LEUR ÉCONOMIE

Le modèle actuel de mondialisation, à bout de souffle, doit être repensé au profit des citoyens et de la planète, estime ce chroniqueur du *Guardian*.

—The Guardian (extraits) Londres

La guerre risque d'accélérer la fragmentation mondiale en plusieurs blocs économiques antagonistes, a mis en garde le Fonds monétaire international (FMI), le 19 avril. Le FMI craint un retour aux années 1930. Il redoute que la tendance actuelle à la démondialisation n'entraîne l'ajout de barrières commerciales, l'adoption de normes technologiques nationales et l'émergence de monnaies de réserve concurrentes, susceptibles de menacer la suprématie du dollar. Une catastrophe, à l'écouter.

Mais... pas si vite. Le renforcement de la coopération internationale est un atout, ça ne fait aucun doute. Certains problèmes mondiaux exigent des solutions mondiales, comme l'a déclaré à juste titre la directrice générale du FMI, Kristalina Georgieva, lors d'une conférence de presse le 20 avril.

Malgré tout, peu d'éléments prouvent que le modèle actuel de mondialisation permet de résoudre ces problèmes. Le FMI le souligne lui-même dans la dernière édition de ses Perspectives de l'économie mondiale : le processus d'allègement de la dette est inadapté. Si la mondialisation fonctionnait correctement, la distribution des vaccins contre le Covid-19 aurait été plus équitable, au lieu d'aboutir à un apartheid vaccinal. Des mesures plus efficaces seraient prises pour s'attaquer au plus grand de nos problèmes collectifs : la crise climatique.

L'erreur vient de l'amalgame entre multilatéralisme et mondialisation, au lieu de voir cette dernière comme une variante du capitalisme international qui a émergé depuis les années 1990, avec l'effondrement du communisme.

La Chine, grande gagnante de ces trente dernières années, a enregistré une forte baisse de son taux de pauvreté, mais elle y est parvenue par un strict contrôle de sa politique économique et des mouvements de capitaux. Craignant le traitement de choc administré à la Russie au début des années 1990, Pékin a libéralisé son économie à sa manière et à son rythme. L'Inde a fait le choix d'une libéralisation prudente.

La rhétorique de la mondialisation repose sur la fluidité et l'efficacité des chaînes logistiques. La division internationale du travail et l'absence de contrôle des capitaux déplacent la production là où la main-d'œuvre coûte le moins cher, permettant ainsi de maintenir des prix bas dans les magasins.

Pourtant, force est de constater que les chaînes logistiques longues et complexes ne sont pas une protection infaillible contre l'inflation. Au contraire, quand les chaînes mondiales de production se grippent – en raison d'un pic de la demande après une pandémie ou à cause d'une guerre –, des pressions s'exercent sur le coût de la vie. Ces deux dernières années, les gouvernements ont bien vu les avantages de l'autosuffisance, que ce soit pour la nourriture, le carburant, les équipements de protection individuelle ou les traitements contre le Covid-19.

Accaparement. De plus, malgré le battage médiatique, pour la majorité des populations – au Royaume-Uni et dans les autres pays développés –, la mondialisation n'a pas abouti à une croissance plus rapide de l'économie ou du niveau de vie. Pour les riches, bien sûr, c'est une autre histoire : ils ont accaparé les bénéfices de la croissance mondiale et les ont mis de côté dans des paradis fiscaux ou – pour ce qui est des oligarques russes – sur le marché immobilier londonien.

À la fin des années 1990, dans un livre coécrit avec mon collègue Dan Atkinson, nous avertissons qu'il fallait s'attendre un jour ou l'autre à un retour de bâton, conséquence de l'insécurité créée par le capitalisme effréné issu de la guerre froide. À l'époque, la mondialisation était très tendance – chez les responsables politiques de gauche comme de droite –, et notre livre n'a pas exactement été un best-seller.

Aujourd'hui, l'état d'esprit a quelque peu changé. Au Royaume-Uni, les travaillistes et les conservateurs ont rivalisé d'interventions pour condamner P & O Ferries et sa décision de licencier les marins britanniques pour les remplacer par des équipages étrangers moins coûteux. → 34



IKON IMAGES

33 ← Les tribunaux ont reconnu que les travailleurs de l'économie "à la tâche" avaient besoin d'être mieux protégés contre le marché "flexible" du travail. On se demande s'il est sage de dépendre de sources d'énergie étrangères et de laisser la Chine mettre la main sur des secteurs stratégiques. Revendiquer une réindustrialisation ne semble plus ridiculement désuet.

Pression des électeurs. Soyons clairs : le glissement vers la démondialisation n'équivaut pas à un repli dans une autarcie de type nord-coréen. Ce n'est pas non plus la mort de la mondialisation, car les pays coopéreront toujours lorsqu'ils y trouvent un intérêt. On reconnaît toutefois que les États maîtrisaient mieux leur destinée économique avant la mondialisation et qu'ils étaient moins exposés aux crises financières. Transporter des marchandises d'un bout à l'autre de la planète est coûteux quand les prix de l'énergie sont élevés, et, de surcroît, incompatible avec la préservation de l'environnement. La relocalisation de la production a commencé bien avant que Vladimir Poutine ne déploie son armée en Ukraine.

La principale cause de ce réexamen est néanmoins politique. L'ère de l'insécurité a commencé, et elle a déclenché une réaction prévisible des électeurs, mécontents de la hausse du coût de la vie, la baisse du niveau de vie et l'accroissement des inégalités.

Le modèle actuel de mondialisation résulte de choix politiques délibérés, et l'avenir sera également dicté par des choix politiques délibérés. Si c'est ce qui permet aux gouvernements de reprendre le contrôle de leur économie et de mieux protéger leur population, alors allons-y !

—Larry Elliott
Publié le 21 avril

↑ *Dessin de Valero Doval, Espagne.*

3 questions à...

STEFANO MONTEFIORI, correspondant à Paris du journal centriste italien *Corriere della Sera*, constate que les questions de politique industrielle ont dépassé les clivages politiques lors de la dernière campagne présidentielle, et sont un sujet d'inquiétude en France.

Relocaliser, sujet brûlant en France

1. Le thème de la réindustrialisation et des relocalisations a été très présent pendant la campagne présidentielle et sera aussi au cœur des législatives. La France se trouve-t-elle à un tournant politique sur ces sujets ?

Oui, le clivage entre européistes et nationalistes est moins net qu'en 2017. J'ai le souvenir que lors de la précédente campagne présidentielle il y avait une lutte entre les souverainistes et les "mondialisés", comme disait Marine Le Pen. Cette année, j'ai l'impression qu'Emmanuel Macron s'est concentré davantage sur les sujets de pouvoir d'achat, de politique intérieure, et un peu moins sur les questions globales. Il a tenté, après être allé à Moscou et s'être montré très actif

par rapport à la guerre en Ukraine, de se poser en candidat attentif, plus proche des territoires. C'est un sujet qui a préoccupé l'électorat en tout cas, c'est sûr. Et ça continuera de l'être dans les prochaines années. Les candidats l'ont pris en compte. Est-ce un mouvement de fond, vraiment ? C'est difficile à dire pour le moment. Mais on se souvient que, pendant la crise du Covid-19, Emmanuel Macron avait parlé de relocaliser, notamment dans des secteurs stratégiques, comme la santé.

2. L'union de la gauche (lire p. 16-17) s'est faite autour d'un programme qui met l'accent sur la souveraineté. Est-ce cette ligne qui l'a définitivement emporté à gauche ?

C'est une question brûlante. L'effort de bâtir une gauche unie est tout à fait raisonnable, mais ça s'est fait sur des acrobaties lexicales. Par exemple sur le fait de "désobéir" aux traités européens du côté de La France insoumise, ou bien d'y "déroger" selon le Parti socialiste. C'est la faiblesse de cette union, cela peut fonctionner pour des questions intérieures, mais elle aura du mal à tenir sur les questions de fond et de politique internationale comme celle-ci. Après, on est effectivement allés sans doute trop loin dans les délocalisations. Une certaine relocalisation est souhaitable, même si c'est difficile de raisonner dans une sorte d'autarcie européenne.

3. Des débats autour de la mondialisation existent-ils aussi en Italie ?

C'est assez similaire en Italie. Mais disons que nous avons une particularité, à savoir que l'on a déjà fait l'expérience récemment d'un gouvernement de rupture. En France, on parle de l'arrivée au pouvoir de forces antisystème et ça n'arrive jamais, nous, c'est arrivé. Le premier gouvernement de Giuseppe Conte avait une majorité Ligue (extrême droite) et Mouvement 5 étoiles (M5S), des forces complètement antisystème. À cette époque, il était moins question de relocaliser, de relancer la production et l'industrie que d'atténuer les effets négatifs de la mondialisation, avec un revenu de citoyenneté [fixé à 500 euros]. Le résultat a été mitigé, ça n'a pas relancé l'activité ni réglé le problème du chômage. Ce n'était pas la bonne réponse. Ensuite, sur la question de l'énergie, ces dernières années, on a systématiquement refusé tous les projets de développement des exploitations de gaz dans la mer Adriatique. C'est surtout le M5S qui s'y est opposé, en raison d'une opposition idéologique aux grands projets. Mais là, on se trouve coincés, car on est beaucoup plus dépendants de la Russie que la France.

—Propos recueillis
par Courrier international

Décryptages

La mondialisation n'est pas morte, elle bouge encore

Voilà qu'on prédit encore sa disparition, "mais à tort", écrit le **Financial Times**. Certes, la pandémie et la guerre en Ukraine constituent le "plus grand défi" posé à la mondialisation depuis la guerre froide. Mais le quotidien économique voit cinq raisons d'être "optimiste" pour sa survie.

1. Si le principal indicateur de la mondialisation, le commerce international de marchandises, est à l'arrêt, la plupart des autres mesures du libre-échange (échanges de services, de données ou migrations) sont reparties à la hausse l'an passé. C'est que "la nature de la mondialisation a changé : le commerce des biens est moins important".

2. En se complexifiant, les chaînes d'approvisionnement sont devenues de plus en plus spécialisées, comme le montre la production des semi-conducteurs, où rares sont les usines qui produisent les puces les plus récentes. Or "les maillons à haute valeur ajoutée de ces chaînes sont souvent concentrés géographiquement et difficiles à reproduire".

3. Le prix du fret a certes gonflé avec la hausse du coût de l'énergie, mais la relocalisation de la production, qu'elle soit manufacturière ou agricole, émettrait davantage de CO₂ que le transport maritime.

4. "Il n'est pas simple de diviser le monde en sphères économiques et d'obliger les pays ou les entreprises à en choisir une", comme le prouve la croissance continue des échanges entre la Chine et l'Europe, malgré les tensions commerciales.

5. On l'a diagnostiquée mourante plus d'une fois - dans les années 1990, quand la bulle Internet a éclaté; après le 11 septembre 2001; avec l'épidémie de Sras, en 2003; ou encore avec la crise financière de 2008 -, mais à chaque fois, la mondialisation "s'est relevée de son lit de mort, l'air plutôt en forme". Le **Financial Times** fait le pari qu'il en sera de même cette fois-ci.

Surproduire à bon marché, c'est du passé

La refonte du commerce mondial pourrait alimenter une inflation durable.

Et si le Covid-19 et la guerre en Ukraine changeaient durablement les règles du commerce mondial? Au cours des trente dernières années, entreprises et consommateurs américains ont profité de la libre circulation des biens d'un pays à l'autre, et l'approvisionnement en "jouets, produits électroniques, vêtements et autres marchandises" a non seulement été "régulier", mais il a aussi été "si abondant qu'il contribuait à maintenir les prix bas", relève **The New York Times**. La pandémie et la guerre de Vladimir Poutine "pèsent sur les affaires et les relations commerciales" et pourraient mettre fin à "cette période de surabondance", estime le quotidien américain. Les entreprises "réexaminent la provenance de leurs achats et constituent des stocks", même si cela leur coûte plus cher. Les économistes se demandent s'il s'agit d'"une reconfiguration de la production mondiale" dans laquelle les usines délocalisées reviendraient "aux États-Unis et dans d'autres pays présentant moins de risques politiques". Dans tous les cas, la nouvelle donne contribuera à nourrir l'inflation, affirme le journal. Car, avec la mondialisation, les prix des voitures et autres équipements électroniques ont contribué à "freiner" la flambée des étiquettes, tandis que "les prix de biens non durables comme les vêtements et les jouets n'ont souvent augmenté que lentement". Le président de la Réserve fédérale américaine, Jerome Powell, à qui l'on posait en avril la question de la fin éventuelle de la mondialisation, a répondu : "Ce serait incontestablement un monde différent - un monde avec une inflation peut-être plus élevée et une productivité peut-être plus faible, mais avec des chaînes d'approvisionnement plus solides et plus résilientes."

NOTRE SÉLECTION

Pour commander, scannez le code QR



Ou sinon rendez-vous sur notre site : <https://abo.courrierinternational.com/vpc> ou par téléphone : 03 21 13 04 31 (du lundi au samedi de 9 heures à 18 heures)



8,50€*

Comment ça va les français ?

Qu'est-ce qui nous rassemble, en tant qu'individus, société et nation? Qu'est-ce qui nous divise? La France racontée par la presse étrangère.

• Format : 230 mm x 297 mm
• 76 pages

Les révolutions du genre

De #MeToo aux nouvelles masculinités, des droits des LGBTQI à leur visibilité dans la culture, les débats sur le genre et la fluidité passionnent la presse mondiale.

• Format : 230 mm x 297 mm
• 76 pages



8,50€*



8,50€*

Best of 2021

De l'Afghanistan au Pacifique, la rivalité entre les États-Unis et la Chine redessine l'ordre mondial.

• Format : 230 mm x 297 mm
• 76 pages

Offre valable dans la limite des stocks disponibles en France métropolitaine jusqu'au 31 juillet 2022

* Frais de port en sus en fonction du produit.

Réception chez vous environ trois semaines après la prise en compte de votre commande.

Nos Conditions Générales de Vente sont disponibles sur notre site Internet :

<https://boutique.courrierinternational.com/cgv-co>